

## Décision n° 03–637 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 20 mai 2003 attribuant des ressources en numérotation à la société Eurovox (numéros fixes non géographiques)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–1046 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 1998 relative à l'évolution du plan de numérotation pour les numéros non géographiques de la forme 08 AB PQ MC DU modifiée ;

Vu les courriers de la société Eurovox reçus le 17 février 2003 et le 3 avril 2003 ;

Vu le courrier de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 21 mars 2003 ;

Après en avoir délibéré le 20 mai 2003 ;

### Décide :

**Article 1er** – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme	Services
08 90 17 MC DU	Services à revenus partagés T3
08 91 17 MC DU	Services à revenus partagés T4
08 92 17 MC DU	Services à revenus partagés T5
08 93 17 MC DU	Services à revenus partagés T6
08 97 17 MC DU	Services à revenus partagés TF1

08 98 17 MC DU	Services à revenus partagés TF2
08 99 17 MC DU	Services à revenus partagés, autres tarifs

sont attribués à la société Eurovox (Siren : 390 334 225) pour ses offres de services correspondants, dans les conditions fixées par la décision n° 98-1046 du 23 décembre 1998 susvisée.

**Article 2** – La société Eurovox acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** – Conformément aux dispositions de l'article L.34-10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** – Au 31 janvier de chaque année, la société Eurovox adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 20 mai 2003

Pour le Président,

Le membre du Collège présidant la séance

Michel Feneyrol